

« BIRMANIE : CES MOINES QUI BOUDAIENT BOUDDHA »

FOCUS SUR L'ORGANISATION EXTRÉMISTE MA BA THA

Décembre 2015

Son crâne est lisse mais son regard est dur, sa robe est orangée mais ses paroles sont glaciales : « *Préserver notre religion et notre race est plus important que la démocratie* ».

En Birmanie, ces slogans ponctuent les prêches d'Ashin Wirathu, chef de file de l'Organisation pour la Protection de la Race et de la Religion, un mouvement de moines bouddhistes nationalistes plus connu sous son acronyme « Ma Ba Tha ». À l'origine de cette organisation, le mouvement extrémiste 969 - en référence aux « trois joyaux » de l'enseignement du Bouddhisme - qui s'était créé spontanément suite à la reprise du conflit religieux en 2012. Le mouvement, qui avait notamment lancé des campagnes de boycott contre les magasins tenus par des musulmans, a été interdit et les moines bouddhistes radicaux ont créé Ma Ba Tha, organisation qui est devenue un mouvement social et politique puissant et très habile en communication.



Ses points de vue extrémistes sont minoritaires mais la plupart des monastères préfèrent ne pas interférer avec les affaires sociales et politiques et se font peu entendre sur le sujet, laissant croire – à tort - que la majorité des moines sont extrémistes.

LA HAINE DES MINORITÉS MUSULMANES DE BIRMANIE



Wirathu profère sans tabou, ses attaques à l'encontre des Rohingyas, une minorité musulmane peuplant l'Etat d'Arakan au nord-ouest de la Birmanie. Ses cibles privilégiées sont les habitants défavorisés vivant dans les zones rurales. « *J'ai étudié le Coran, la première page de leur livre est à la fin à l'arrière du livre. Ils ont l'habitude de faire les choses à l'envers depuis cette époque. Quand nous nous lavons, nous le faisons de haut en bas. Eux, se lavent de bas en haut. Je me demande s'ils n'évacuent pas leurs excréments par la bouche aux toilettes* » déclare-t-il par exemple.

Âgé de 47 ans, ce bonze s'est rendu tristement célèbre en faisant la couverture du Time Magazine sous le titre « le visage du terrorisme bouddhiste » il y a plus de deux ans. Pourtant, en 2003, Ashin Wirathu a été condamné sous le régime militaire à 25 années de prison pour ses prêches anti-musulmans, puis relâché en 2010 à la faveur d'une amnistie.

Sa haine fut aussitôt libérée, incitant au meurtre de centaines de Rohingyas et à la destruction de dizaines de leurs villages par des bouddhistes radicaux, en 2012. Depuis, plus de 100.000 Rohingyas ont fui le pays tandis

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

que 140.000 ont quitté leur village et se trouvent dans des camps de déplacés, sans avenir. Ils sont victimes de restrictions familiales, religieuses et culturelles et leurs déplacements sont contrôlés. Ils n'ont ainsi pas accès à l'éducation et à la santé, et leurs perspectives économiques sont sévèrement restreintes.

Opprimés depuis une dizaine d'années par l'Etat birman mais également par une partie de la population, l'ONU a reconnu les Rohingyas comme l'une des minorités ethniques les plus persécutées au monde. Pour le leader de l'organisation Ma Ba Tha, il s'agit d'empêcher les Rohingyas « d'islamiser la Birmanie » et de rayer le pays des cartes de géographie. Tous ceux qui soutiennent cette minorité sont alors leurs ennemis, dont l'ONU qu'il se plaît à remplacer par les sigles O.M.U pour « Organisation des Musulmans Unis ».

L'objectif est d'instiller la peur, de faire des actes terroristes commis à travers le monde au nom d'Allah, une menace directe pour la Birmanie. Ces discours de haine fonctionnent très bien, comme en témoignent les posts que l'on trouve facilement sur Facebook : « ils sont rusés et cruels », « on leur apprend tout petit à couper la gorge des poulets et égorger des bœufs, c'est pour cela qu'ils ont des facilités à commettre des actes terroristes ».



Très loin du « Libérez-vous de la peur » d'Aung San Suu Kyi, Ashin Wirathu affirme que les organisations de soutien aux Rohingyas doivent être éliminées de Birmanie puisqu'elles viendraient ainsi en aide aux musulmans qui veulent instaurer le Jihad.



Les Rohingyas, marginalisés, n'ont alors d'autre choix que de s'exiler par voie maritime. Ils passent souvent par la Thaïlande où ils deviennent les cibles des réseaux de passeurs et sont victimes de meurtres, de détentions arbitraires, de traitements inhumains et dégradants et d'esclavage. Ces exactions sont dénoncées par de nombreuses O.N.G comme Human Rights Watch et Amnesty International, mais ces quatre dernières années, la situation n'a fait qu'empirer puisque la Birmanie ne reconnaît pas les Rohingyas ni les persécutions dont ils sont victimes.

L'Association des Pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ne parvient pas non plus à faire pression sur le gouvernement birman qui répète qu'il s'agit des « affaires internes » du pays. Chacun des membres de l'alliance trouve par ailleurs un intérêt personnel à éviter le sujet.

Dans la région, il existe également des tensions similaires. Au Sri Lanka un groupuscule de moines bouddhistes extrémistes créé en 2012, a été à l'origine de violences à l'encontre de musulmans. Ces heurts se sont soldés en juin 2014 par 4 morts et plus de 80 blessés, des pillages de mosquées, de commerces et d'habitations. Au Bangladesh, les bouddhistes sont eux-mêmes victimes d'attaques de la part des musulmans, d'où l'aversion récurrente pour les « bengalis » dans les discours de Wirathu. En Thaïlande du sud, une guérilla séparatiste musulmane a également fait plus de 5.000 morts en 10 ans, dont des assassinats de moines bouddhistes. En Birmanie comme au Sri Lanka, le spectre du terrorisme islamiste fait donc craindre à ces pays une surpopulation musulmane au détriment des bouddhistes. Les discours d'incitation à la haine y sont alors d'autant plus répandus.

Bien qu'ils ne soient pas médiatisés et risquent d'être arrêté pour atteinte à la religion, certains moines bouddhistes militent pour le dialogue interreligieux. En mars 2015, des dignitaires de confessions bouddhiste

et musulmane originaires d'une quinzaine de pays d'Asie du sud et du sud-est, se sont réunis en Indonésie pour signer une déclaration contre la violence interreligieuse et condamner l'utilisation de la religion à des fins politiques.

Le Dalai-Lama a fermement condamné les violences commises par les « moines » des groupuscules bouddhistes nationalistes en Birmanie et au Sri Lanka : « *Ayez à l'esprit l'image du Bouddha avant de commettre ces crimes. Le Bouddha prêche l'amour et la compassion. Si le Bouddha était là, il protégerait les musulmans des attaques des bouddhistes* ». Mais ces dignitaires restent inconnus de la plupart des populations locales et leurs messages de paix et de non-violence n'ont que peu de retentissement.

LES PRESSIONS DE MA BA THA POUR DISCRIMINER LES MINORITÉS MUSULMANES

Le bonze Wirathu n'est plus inquiété par les autorités et entretient au contraire de bonnes relations avec le gouvernement. Il lui est de plus en plus facile d'organiser des manifestations, alors que les moines bouddhistes s'opposant à ses diatribes haineuses sont quant à eux interdits de prêcher. A la veille des élections législatives en Birmanie, le gouvernement l'a laissé occuper le terrain médiatique, un moyen pour le parti au pouvoir, l'USDP, d'occulter les sujets polémiques, tels que le processus démocratique et la réforme constitutionnelle.



Le mouvement Ma Ba Tha, dont beaucoup d'observateurs pensent qu'il est la marionnette des anciens de la junte militaire, a alors essayé de fédérer le peuple birman derrière une identité nationale et religieuse forte. Pour profiter du soutien officiel de Ma Ba Tha, gagner en popularité et contrer l'opposition politique menée par le parti d'Aung San Suu Kyi, l'USDP n'a cessé de prendre des mesures pour restreindre les droits des minorités musulmanes. C'est notamment pour cette raison qu'en 2015, un nouvel ensemble de lois discriminantes, rédigé par ces groupes extrémistes et visant directement les minorités musulmanes a été adopté :

- La loi pour le « contrôle de la population » adoptée en mai 2015 autorise les autorités locales à imposer aux couples mariés un délai de 36 mois entre chaque naissance.
- La loi sur les « mariages interconfessionnels » exige des femmes bouddhistes qu'elles obtiennent une autorisation pour se marier avec un homme d'une autre confession.
- La loi sur les « conversions religieuses » obligera toute personne souhaitant changer de religion à obtenir l'autorisation des autorités.
- La loi sur la monogamie adoptée le 1 septembre n'apporte quant à elle pas de changement législatif majeur puisque la polygamie est déjà interdite en Birmanie.

Quelques mois avant les élections, plus de 500 000 musulmans de l'État d'Arakan se sont retrouvés déçus de leur document d'identité et de leur droit de vote. Sur les 124 candidats disqualifiés des élections par la Commission Électorale birmane, plus d'un tiers étaient musulmans et ont été exclus principalement pour des raisons de « citoyenneté ». Sur les plus de 6 074 candidats concourant aux élections, seulement 28 étaient musulmans, alors qu'il y avait 903 chrétiens et 5 130 bouddhistes. La minorité musulmane qui représente entre 4 et 10% de la population birmane n'était donc représentée que par 0,5% des candidats. Aucun n'a remporté de siège.

La stratégie du parti au pouvoir s'est révélée payante puisque lors de la campagne électorale de 2015, Ma Ba Tha a fait de la « protection de la race et de la religion » un enjeu phare des élections de novembre et

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

a clairement fait campagne en faveur de l'USDP. Les moines extrémistes de l'organisation Ma Ba Tha ont appelé le peuple à voter « avec un esprit nationaliste » en faveur de l'USDP. Ils jugèrent qu'une majorité accordée à la LND serait synonyme de la « fin du bouddhisme », estimant que seul le parti de l'ancienne junte militaire était en mesure de lutter contre « l'islamisation du pays ».



Les leaders de Ma Ba Tha ont aussi distribué des flyers d'invitation aux événements organisés par l'USDP, et ont déclaré que la LND faisait campagne pour obtenir le vote des musulmans et non « selon l'enseignement bouddhiste ». À l'occasion du vote des 4 lois « pour la Protection de la Race et de la Religion », Wirathu a demandé à la foule de ne pas voter pour « le parti des islamistes », en référence explicite à la NLD.

« Le gouvernement birman joue un jeu dangereux puisqu'il semble s'appuyer sur les sentiments de xénophobie, de racisme et de nationalisme pour son propre intérêt politique au dépend de millions de citoyens ethniques birmans » a déclaré Charles Santiago, Président du groupe de parlementaires de l'ASEAN pour les Droits de l'Homme.

QUE PENSER DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS POUR LES MINORITÉS MUSULMANES ?

Les résultats des élections du 8 novembre, donnant une très large majorité à la LND, ont montré que le peuple birman n'a pas suivi l'appel de Ma Ba Tha de voter pour l'USDP. Le rejet du gouvernement en place fut finalement plus fort que tout sentiment anti-musulman.

Ma Ba Tha et son leader Wirathu sont restés très silencieux après les élections. L'organisation a prudemment salué la victoire écrasante de la LND, mais a mis en garde contre toute tentative de modification des lois controversées pour la « protection de la race et de la religion ».



La campagne électorale du parti arakanais (l'ANP - Arakan National Party) ouvertement anti musulman a toutefois fonctionné à merveille : l'ANP est le parti ethnique qui a obtenu le plus de sièges (45 en tout). Il a surtout remporté 23 des 47 sièges de l'assemblée régionale, échouant de peu à en obtenir la majorité. Le président de la Birmanie nommera les premiers ministres de chaque région et ceux-ci formeront ensuite leur gouvernement régional. Le parti arakanais a déclaré que si la LND souhaite bénéficier du soutien de l'ANP pour ses prochaines réformes, le parti d'Aung San Suu Kyi devra nommer un membre de l'ANP à la tête de la Région de l'Arakan, permettant à ce dernier de former son propre gouvernement.

Les défenseurs des droits des minorités musulmanes craignent que ces élections n'aggravent la situation des Rohingyas de l'Arakan. En effet, les responsables de l'ANP ont répété pendant toute la période électorale que s'ils parvenaient à obtenir le pouvoir, ils « les mettraient sur des bateaux pour les expulser loin de l'État d'Arakan ». En pratique les parlementaires de l'ANP n'auront pas ce pouvoir car ces décisions dépendent des autorités centrales mais sur le terrain, celles-ci ne pourront pas forcément contrôler ce que la police, la justice et les autorités locales feront.

Les responsables de la LND ont confié à l'équipe d'Info Birmanie que s'ils bénéficiaient du soutien populaire, ils amenderaient la loi sur la citoyenneté - à l'origine d'un grand nombre de discriminations à l'encontre des rohingyas - mais ont rajouté qu'il ne s'agirait pas d'une priorité du nouveau gouvernement. Le peuple

birman étant largement xénophobe, cet amendement parait donc encore bien incertain. Aung San Suu Kyi, très attendue par la communauté internationale sur ce sujet, a déclaré que son gouvernement souhaitait protéger les musulmans et garantir l'égalité de traitement pour tous. Il est cependant encore difficile de savoir si la LND mettra en place de réelles mesures pour améliorer le sort des Rohingyas et surtout quand et comment elle s'y prendra.

Le nouveau gouvernement n'entrera au Parlement qu'en février ou mars 2016, en attendant et malgré la défaite de l'USDP, le nationalisme bouddhiste semble toujours de mise.



Les dernières lois préparées par Ma Ba Tha et étudiées par le gouvernement encore au pouvoir, concernent l'abattage des animaux. Ils souhaitent qu'il soit réservé aux bouddhistes car ils n'apprécient pas les méthodes des musulmans. Deux semaines après les élections, la Cour de Pazundaung a condamné 5 personnes à une amende de 800 dollars pour avoir publié un calendrier sur les Rohingyas. À l'origine de cette dénonciation, un moine extrémiste du mouvement Ma Ba Tha. Ces 5 personnes risquent aujourd'hui une peine de prison de plusieurs années. Enfin, le 8 décembre, un rohingya qui transportait des denrées alimentaires en camion a été tué par balle par les autorités arakanaises après avoir refusé de payer un pot de vin aux officiers.

Malgré ces élections jugées « historiques », les Rohingyas ne s'attendent pas à une amélioration de leur condition de vie dans un futur proche. Avec l'arrivée de la saison sèche, leur exode qui avait ému la communauté internationale en mai 2015, a repris, dans l'indifférence générale.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org